



Conseil économique et social

Distr. : Générale
31 août 2011

Français
Original : Anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique Comité de l'environnement et du développement

Deuxième session

Bangkok, 9-11 novembre 2011

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

Résultats du cinquième Forum

Asie-Pacifique de l'urbanisation

Résultats du cinquième Forum Asie-Pacifique de l'urbanisation

Note du secrétariat

Résumé

Le cinquième Forum Asie-Pacifique de l'urbanisation a été organisé à Bangkok par la CESAP et 30 partenaires appartenant ou non au système des Nations Unies. Le Forum consistait en 3 débats pléniers, 5 discussions de groupe sous-régionales, 19 séances spéciales de la Foire aux idées et pratiques, une soirée documentaire, et une exposition consacrée aux pratiques et programmes novateurs, ainsi qu'en deux visites de terrain et 11 manifestations parallèles ou connexes. Plus de 900 responsables publics nationaux et locaux, représentants du secteur privé, universitaires, organisations de la société civile et journalistes ont participé au Forum. De plus, des forums de l'urbanisation locaux se sont tenus simultanément dans quatre villes de la région. Les débats pléniers du Forum ont été diffusés sur l'Internet et des spécialistes ont répondu aux questions posées sur Twitter par les forums de l'urbanisation locaux. Le présent document fournit un bref aperçu des débats et des recommandations quant à l'action à mener aux niveaux régional et sous-régional, et sollicite les directives du Comité sur le rôle à jouer par le secrétariat pour les mettre en œuvre.

I. Introduction

1. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) réunit périodiquement les Forums Asie-Pacifique de l'urbanisation depuis 1993 pour recenser, examiner et classer par ordre de priorité les grandes questions émergentes en matière de développement inclusif et durable du point de vue des diverses parties prenantes; pour partager leur expérience sur les bonnes pratiques innovantes et leur approche du développement urbain inclusif et durable; et pour étudier comment les activités dans les différents acteurs peuvent être mieux coordonnées et mieux reliées entre elles ainsi qu'avec les processus, les manifestations et les objectifs de développement régionaux et mondiaux pertinents.

2. Le cinquième Forum Asie-Pacifique de l'urbanisation s'est tenu à Bangkok du 20 au 25 juin 2011. Il a été organisé par la CESAP en partenariat avec 30 organisations appartenant ou non au système des Nations Unies. Le Forum a réuni plus de 900 responsables publics nationaux et locaux, universitaires, membres de la société civile et du secteur privé, dirigeants de base et représentants de l'ONU, venant de 45 pays, pour examiner comment l'Asie et le Pacifique pouvaient progresser vers un avenir urbain plus inclusif et plus durable.

3. Les zones urbaines d'Asie et du Pacifique connaissent une croissance sans précédent. Une majorité d'Asiatiques (environ 2,7 milliards) vivra en milieu urbain en 2030. Générant déjà plus de 80 % du PIB de la région, les villes sont les moteurs de la croissance économique et les centres du développement social, de la culture, de la créativité et de l'innovation. Cependant, une grande partie de la croissance et des progrès rapides des villes de la région n'est ni inclusive ni durable. Les villes de la région sont des lieux où la pauvreté et les disparités sont les plus concentrées et les plus visibles. Plus de 30 % des citoyens d'Asie et du Pacifique vivent dans des taudis, sans avoir accès à un logement décent, à des services de base ou à des possibilités de revenu, et sont exclus de la prise de décision. Étant donné les conditions géoclimatiques de la région et comme l'essentiel de sa population urbaine habite le long des cours d'eau, sur les basses terres des deltas et sur les côtes, la région Asie-Pacifique est aussi celle qui est la plus vulnérable aux catastrophes naturelles et aux autres effets négatifs des changements climatiques. La voie à suivre en matière de développement inclusif et durable doit être axée sur un progrès économique qui n'excède pas continuellement la capacité de charge de la nature et dont les fruits soient partagés d'une manière plus équitable pour répondre aux besoins et aux demandes des populations urbaines en expansion, en particulier les pauvres. De plus, elle doit renforcer la résilience des villes et de leurs populations face au large éventail des crises et des catastrophes naturelles et d'origine humaine. Compte tenu du fait que l'urbanisation pose certes des problèmes considérables, mais ouvre aussi des perspectives extraordinaires, le thème retenu pour le cinquième Forum Asie-Pacifique de l'urbanisation a été « Les villes du possible: les partenariats au service d'un avenir inclusif et durable ».

4. La réunion principale, tenue à Bangkok, s'articulait autour de débats pléniers, de discussions de groupe sous-régionales et des séances de la foire aux idées. Les débats pléniers ont présenté les grandes questions, établi des liens entre les différents thèmes et discussions, et fourni aux participants un espace commun de réflexion et un lieu d'échange d'idées et de pratiques. Les débats pléniers étaient reliés par le Web et Twitter aux forums locaux de l'urbanisation organisés par des partenaires dans quatre villes de la région. Les participants aux forums locaux de l'urbanisation pouvaient suivre le déroulement des travaux en direct grâce à cette diffusion sur le Web et poser leurs questions sur Twitter. Le premier rapport sur l'état des villes d'Asie – *The State of Asian Cities*, publié par la CESAP, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement et la Section Asie-Pacifique de l'organisation des Cités et gouvernements locaux unis (CGLU-ASPAC) – a été par ailleurs présenté au cours d'un des débats pléniers.

5. Les groupes sous-régionaux se sont réunis parallèlement aux séances spéciales pour examiner les priorités et les pratiques du développement urbain dans le Pacifique, l'Asie du Nord et l'Asie centrale, l'Asie du Sud et du Sud-Ouest, l'Asie du Sud-Est, l'Asie du Nord et l'Asie du Nord-Est, et ont étudié les possibilités d'établir des liens plus efficaces et plus inclusifs entre les différentes parties prenantes au niveau sous-régional.

6. La foire aux idées et pratiques comportait une série de séances spéciales parallèles organisées par les partenaires du Forum. Ces séances spéciales ont contribué au réseautage et facilité l'échange d'idées par la mise en commun des différentes manières d'envisager les opportunités et les défis du monde urbain ainsi que les bonnes pratiques et idées. La CESAP et ses partenaires ont organisé 19 séances consacrées à diverses questions d'urbanisation.

7. De plus, 11 manifestations parallèles et connexes, 2 visites d'étude, une soirée documentaire sur l'urbanisation et une exposition réunissant 26 exposants ont eu lieu. Parmi les manifestations connexes présentant un intérêt particulier, figurait le Dialogue ministériel sur la réhabilitation urbaine, qui a été organisé par le Gouvernement thaïlandais, le Réseau asiatique pour le droit au logement (ACHR) et la CESAP. Plus de 10 ministres, vice-ministres et autres hauts responsables ont participé au Dialogue ministériel et au cinquième Forum Asie-Pacifique de l'urbanisation.

8. La cérémonie d'ouverture a été présidée par Son Altesse Royale la Princesse Chulabhorn Mahidol, qui a également prononcé l'allocution liminaire. Le Forum a été ouvert par le Premier Ministre thaïlandais, la Secrétaire exécutive de la CESAP prononçant l'allocution de bienvenue¹.

II. Accords de coopération faisant suite au Forum Asie-Pacifique de l'urbanisation

9. Le cinquième Forum Asie-Pacifique de l'urbanisation a débouché sur des partenariats concrets. Les Gouvernements indonésien et thaïlandais ont signé un mémorandum d'accord sur la coopération et l'échange d'expériences et d'assistance technique dans le domaine de la réhabilitation des taudis urbaines. Le mémorandum a été signé par le Ministère indonésien du logement et l'Institut pour la création d'organisations communautaires du Ministère thaïlandais du développement social et de la sécurité humaine. La signature du mémorandum a eu lieu en présence de la Secrétaire exécutive de la CESAP.

10. De même, le Réseau régional des autorités locales pour la gestion des établissements humains (CityNet) avait signé un mémorandum d'accord avec la Coalition asiatique pour les droits au logement et l'Institut pour la création d'organisations communautaires du Ministère thaïlandais du développement social et de la sécurité humaine à des fins de collaboration étroite sur la question du logement social. CityNet avait aussi signé un mémorandum d'accord avec l'Initiative de développement des villes d'Asie (CDIA) sur le financement du développement urbain.

III. Résultats des discussions sous-régionales

11. Les résultats des discussions sous-régionales ont été présentés en séance plénière sous forme de résumé du président. Les différents résumés ont servi de base au texte ci-après.

¹ Pour de plus amples informations sur le cinquième Forum Asie-Pacifique de l'urbanisation, voir www.unescap.org/apuf-5.

A. Asie du Sud et du Sud-Ouest

12. La séance a été présidée par M. Abdul Manan Khan, Ministre bangladais du logement. M. Om Prakash Mathur de l'Institut national des affaires urbaines (New Delhi) a lancé le débat en présentant un document de travail intitulé « La transition urbaine en Asie du Sud ».

13. Le groupe de discussion a conclu que l'Asie du Sud et du Sud-Ouest connaissait une urbanisation rapide. On a pris acte du fait que 14 à 15 % de la population urbaine mondiale vivait dans cette sous-région, qui totalisait 46 % des urbains pauvres du monde. L'urbanisation était un processus continu. Au cours des 20 prochaines années, 340 à 350 millions de nouveaux habitants devraient s'installer dans les villes de la sous-région. Les incidences de cette transition démographique n'avaient pas été comprises et n'avaient pas été examinées de manière approfondie par les responsables politiques de la sous-région.

14. L'urbanisation de l'Asie du Sud dépendait, dans une large mesure, de forces qui lui échappaient et la manière dont elle évoluait suscitait un mécontentement profond. Elle avait les résultats suivants :

- a) Des effets négatifs sur la culture, l'histoire, les valeurs familiales et le tissu social;
- b) Des coûts inabordables à long terme;
- c) Une remise en cause de la paix et de la sécurité;
- d) Des distorsions sur les marchés fonciers;
- e) Des déficits et des inégalités dans l'infrastructure de base.

15. Les parties prenantes en milieu urbain n'étaient généralement pas en mesure d'affronter efficacement ces problèmes. Le secteur public avait du mal à faire face à la transition démographique massive, car la délégation de pouvoirs et la décentralisation n'avaient pas réussi à décoller. Il était peu probable que le secteur privé parvienne à absorber les coûts élevés de l'urbanisation. Les deux secteurs manifestaient moins d'intérêt pour le financement de l'infrastructure urbaine. On ne tenait pas suffisamment compte des coûts engendrés par le sous-investissement dans l'infrastructure urbaine, en particulier dans les villes secondaires et les petites agglomérations.

16. Les parties prenantes ne disposaient pas d'assez de données sur lesquelles appuyer leurs politiques. Le manque d'information rendait presque impossible une évaluation valable des opportunités et des défis urbains. La terminologie et les méthodes n'étaient pas unifiées au sein d'un même pays, sans parler de la sous-région dans son ensemble. Cela revêtait une importance particulière pour la sous-région car, avec la mondialisation de l'information et l'amélioration de la connectivité matérielle et de l'information, on ne comprenait plus exactement ce que signifiaient les termes « urbain » et « rural ». Le groupe de discussion a demandé à la CESAP et à ses partenaires d'aider les pays de la sous-région à élaborer un solide programme de recherche urbaine et à le mettre en œuvre.

17. Le groupe de discussion a aussi noté que le produit intérieur brut (PIB) était devenu la seule mesure de la croissance et du développement, alors que la durabilité urbaine était essentielle au développement de la sous-région. Le modèle de développement urbain actuel de la sous-région ne tenait pas compte de paramètres

comme la sécurité et la paix, les migrations rurales et transfrontalières, l'âge, la famille, la santé, la culture, l'activité culturelle et littéraire, le bonheur et la durabilité écologique. Les politiques à long terme en faveur de villes durables et équitables faisaient défaut. Lorsque de telles politiques existaient, leur application s'avérait souvent difficile.

18. Pour surmonter ces problèmes, le groupe de discussion a proposé d'adopter un nouveau modèle de développement qui serait inclusif, durable, résilient et respectueux de la culture, du tissu social et des valeurs familiales. L'infrastructure et les services urbains avaient besoin d'être envisagés dans le cadre plus large de l'intérêt public et de la société, et non uniquement en termes de développement économique. Une vision élargie du développement à long terme était très importante, si elle s'attachait en particulier à l'efficacité des moyens mis en œuvre, aux marchés fonciers urbains, aux ressources en eau et à la gestion des déchets. Une telle vision ne pouvait être élaborée qu'à l'issue de consultations multisectorielles et multipartites. Pour fournir une contribution utile, les parties prenantes devraient pouvoir s'appuyer sur des programmes de renforcement des capacités et des cours de développement des aptitudes et des compétences en matière de leadership. Les données et les informations disponibles devraient être présentées de manières différentes, notamment sous forme de bases de données actualisées sur les tendances urbaines, et de cartographie des établissements urbains vulnérables.

19. Le groupe de discussion a conclu que pour mettre en œuvre cet ensemble de solutions, un soutien régional était nécessaire. Les initiatives sous-régionales dans la région de l'Asie du Sud n'en étaient encore qu'à leur stade initial et leurs résultats n'étaient pas connus ou visibles. Par conséquent, le groupe de discussion a vivement recommandé l'organisation d'un Forum Asie du Sud de l'urbanisation multisectoriel et multipartite, de préférence au niveau ministériel. Il a invité la CESAP à travailler avec le secrétariat de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) à la mise sur pied d'un tel forum. Le groupe de discussion a également recommandé à la CESAP d'organiser, en partenariat avec d'autres organisations, des concertations régionales et sous-régionales sur les thèmes des terres, des infrastructures urbaines durables, de l'eau et de la gestion des déchets.

B. Asie centrale et Asie du Nord

20. Cette séance a été présidée par M. Sergey Gulyayev, Vice-Président du Conseil municipal de Pavlodar (Kazakhstan). Elle a été coprésidée par M. Ilya Andreev, Attaché et Représentant permanent assistant de la Fédération de Russie auprès de la CESAP. Mme Alexandra Kazakova, Présidente de la Fondation Kameda (Kazakhstan), qui avait établi le document de travail pour la région, a présenté les questions à examiner.

21. Le groupe de discussion a conclu que la sous-région se distinguait du reste de l'Asie et du Pacifique, puisqu'elle comprenait les pays composant l'ex-Union soviétique. L'héritage soviétique a laissé la région face à des problèmes qui lui sont particuliers. De bonnes infrastructures matérielles avaient été mises en place, notamment la fourniture de services et de moyens de transport. Toutefois, des années de mauvais entretien et l'absence de modernisation ainsi qu'une technologie dépassée s'étaient soldés par la dégradation des services, la dilapidation des ressources et la généralisation de la pollution.

22. À l'époque soviétique, un système complet de services sociaux avait été établi qui comprenait l'éducation, les services médicaux et la protection sociale. Le

fonctionnement de ces services était désormais de plus en plus cher à assurer. Les systèmes institutionnels, juridiques et réglementaires avaient des éléments communs avec la Fédération de Russie, avec le russe comme langue commune. Il s'agissait là d'un moyen de communication qui représentait d'énormes possibilités de collaboration sous-régionale.

23. La plupart des villes de la sous-région enregistraient une densité démographique relativement basse, une croissance démographique faible et des densités urbaines peu élevées. Rares étaient les villes dont la population dépassait le million d'habitants. Les zones urbaines de la sous-région connaissaient des conditions climatiques rigoureuses avec des températures allant de moins 40 degrés centigrades en hiver à plus 40 en été. La plupart des pays étaient sans littoral. La sous-région couvrait un vaste territoire où les villes étaient séparées par des distances considérables.

24. En raison du niveau généralement plus faible de la densité urbaine et de la qualité relativement bonne des infrastructures urbaines, la sous-région commençait seulement à être confrontée à certains des problèmes qui touchaient déjà durement la région Asie-Pacifique. Les décideurs et les acteurs politiques de la sous-région ne disposaient donc pas de l'expérience nécessaire pour relever les nouveaux défis urbains. La réunion a recensé un certain nombre de lacunes à combler et de difficultés à résoudre.

25. La gouvernance était l'un de ces problèmes. La prise de décision était fortement centralisée, ce qui signifiait souvent que les autorités locales n'avaient pas suffisamment de pouvoir ou de volonté politique pour prendre des décisions et qu'elles ne contrôlaient pas assez leurs budgets. Les cadres juridiques accusaient des insuffisances ainsi que l'application des règles et règlements existants.

26. La participation de la société civile était faible, faute de mécanismes efficaces permettant une telle participation et faute de motivation dans la mesure où l'on croyait communément que cela n'aurait aucun impact sur le processus de prise de décision. En général, seule une défaillance des pouvoirs publics ou de l'administration poussait la société civile à s'organiser et à prendre des initiatives – comme dans le cas de Shanyrak où les habitants du district s'étaient organisés pour protéger leur droit au logement.

27. L'aménagement urbain représentait un autre grand problème. Il était perçu comme un « habillage cosmétique ». Cela était dû au fait que les plans-cadres étaient inadaptes aux besoins des villes auxquelles ils étaient destinés. Même si la sous-région disposait d'un potentiel important, l'aménagement urbain était souvent laissé aux fonctionnaires de l'administration publique et il n'existait aucun mécanisme efficace pour que la société civile participe aux prises de décisions. En général, l'aménagement urbain ne tenait pas compte des questions de durabilité environnementale et de capacité écologique dans les villes.

28. Même si le taux d'urbanisation n'était pas élevé, ce processus n'était pas réglementé pour l'essentiel, d'où la multiplication des zones d'habitat informel manquant d'infrastructure et la vulnérabilité accrue de la population occupant un tel habitat informel. S'y ajoutait l'absence de sécurité en matière d'occupation et d'enregistrement. Le manque de mécanismes permettant d'officialiser la propriété foncière se traduisait souvent par un accès limité aux services publics d'éducation, de santé et de protection sociale.

29. Les migrations transfrontalières des zones rurales vers les zones urbaines et entre les villes représentaient un autre défi dans la sous-région. Bien que lié à la demande, le taux élevé de la migration illégale, en particulier d'une main-d'œuvre peu qualifiée, vers les villes plus développées de la sous-région posait un certain nombre de problèmes. Il n'existait aucun mécanisme pour protéger ces migrants illégaux contre les crimes et la violation de leurs droits, ou garantir l'accès à l'éducation, aux services médicaux et à la protection sociale, d'où leur vulnérabilité extrême.

30. Les migrants illégaux ne généraient que très peu de recettes fiscales pour les pays d'accueil, même si les économies des pays d'origine recevaient les fonds envoyés par les migrants à leur famille. Ces migrants illégaux étaient souvent des hommes issus de familles pauvres, recherchant de meilleures possibilités de revenu. Du fait de leur migration, il n'était pas rare que les familles se retrouvent éclatées et que les ménages désormais dirigés par des femmes soient plongés encore plus profondément dans la pauvreté.

31. Le groupe de discussion a conclu que la vétusté des infrastructures et la dépendance à l'égard d'une technologie obsolète s'étaient soldées par une utilisation inefficace des ressources, ainsi que par une pollution importante de l'air, des eaux et des terres. S'y ajoutaient l'absence d'une gestion appropriée des déchets solides et le manque d'installations de recyclage des matériaux récupérés.

32. On a constaté une forte pénurie d'eau et des fluctuations saisonnières dans l'approvisionnement en eau – à usages domestique et industriel – dans l'industrie, l'agriculture et la production électrique. Pour certains pays, l'approvisionnement en énergie était peu fiable, dans certains cas à cause d'infrastructures inefficaces. Les dommages causés à l'environnement étaient également fréquents. Par exemple, on trouvait des réfugiés environnementaux et des villes situés près de zones très polluées comme la Mer d'Aral et Baïkonour.

33. Le groupe de discussion a considéré qu'une refonte des cadres juridiques était nécessaire, en particulier dans le domaine de la législation de l'environnement et de l'autonomie locale. Il fallait mieux faire appliquer la loi. Les systèmes permettant la participation et les partenariats entre les pouvoirs publics, les experts et la société civile en matière d'aménagement urbain devaient être renforcés. Les autorités municipales et les organisations de la société civile devaient encore développer leurs capacités. De plus, la population urbaine de la région devait être mieux informée sur les questions de bonne gouvernance et de la durabilité environnementale.

34. Le groupe de discussion a estimé que des stratégies et des mécanismes nouveaux étaient essentiels pour une modernisation des infrastructures et une planification urbaine plus efficaces. Des politiques tendant à supprimer les obstacles au développement du secteur privé, notamment des petites et moyennes entreprises, devraient être mises en œuvre. Une nouvelle tarification des services, collectifs et de transport notamment, devrait être mise en place et développée, avec des mécanismes incitatifs pour certains groupes clés.

35. Pour avoir dans la région des villes plus inclusives et plus durables, une meilleure analyse de la situation, fondée sur des données fiables, était nécessaire pour établir un cadre de référence et tracer la voie à suivre. Cela passerait par des enquêtes et des études détaillées portant sur le développement urbain dans la sous-région.

36. Le groupe de discussion a aussi proposé qu'un « forum des villes » puisse offrir un mécanisme institutionnalisé pour un dialogue multipartite regroupant les villes au sein de la sous-région. Cela permettrait aussi de renforcer les capacités de toutes les parties prenantes grâce aux enseignements tirés de l'expérience et des pratiques existantes. En même temps, le forum pourrait servir de lieu d'échange d'idées et de pratiques pour les villes de l'ensemble de l'Asie et du Pacifique.

C. Asie du Sud-Est

37. Cette séance du groupe de discussion a été présidée par M^{me} Liana Bratasida, Ministre adjointe indonésienne des affaires environnementales mondiales et de la coopération internationale et Présidente du Groupe de travail de l'ASEAN sur les villes écologiquement durables. M. Yap Kioe Sheng, professeur honoraire pour les questions de logement au Département pour la planification des villes et régions de l'Université de Cardiff, a ouvert le débat par la présentation du document de travail qui recensait un certain nombre de grands problèmes urbains auxquels la sous-région devait faire face.

38. La discussion qui a suivi sur les défis à relever et les possibilités offertes en matière de coopération sous-régionale face à ces défis a été engagée par M. Apisayadeth (République démocratique populaire lao) et M. Goldblum (France), qui ont présenté les résultats du récent séminaire régional « Villes émergentes et urbanisation en Asie du Sud-Est » organisé à Vientiane en tant que manifestation connexe du Forum Asie-Pacifique de l'urbanisation.

39. Le groupe de discussion a conclu que l'élaboration de politiques urbaines efficaces nécessitait une compréhension approfondie du processus et des conditions d'urbanisation. Toutefois, les données disponibles n'étaient généralement pas adaptées aux besoins des responsables politiques et des urbanistes. Il fallait élaborer de manière urgente des bases de données sur les conditions et processus urbains et non municipaux, sur les disparités entre les villes et en leur sein, et sur les nouvelles tendances de l'urbanisation, notamment les groupements urbains, les couloirs urbains et les développements urbains transfrontaliers. Le groupe de discussion a convenu qu'il s'agissait d'un domaine où les pays de la sous-région pourraient bénéficier d'une coopération élargie et d'enseignements mutuels. Le groupe de discussion a aussi souligné l'importance d'une ventilation des données par genre.

40. L'urbanisation a engendré des changements socioculturels qui ont des effets à long terme d'une grande portée. Parmi eux, on a enregistré la baisse des taux de fécondité et un vieillissement de la population, qui ont posé des problèmes touchant à la dépendance et à la protection sociale, ainsi qu'au rôle joué par la famille, l'État et la société civile. Le développement économique et la connectivité croissante, en particulier l'accès aux technologies de l'information et l'urbanisation, ont eu pour autres conséquences la montée de la classe moyenne des villes et son impact sur l'économie, la politique et l'environnement, ainsi que l'expansion des normes et valeurs urbaines dans les zones rurales. Les participants ont mis l'accent sur les nouvelles questions sociales, comme l'importance des problèmes liés à la propagation du VIH/sida et à la consommation accrue de drogues illégales.

41. Le groupe de discussion a estimé que l'idée courante selon laquelle la croissance économique, la réduction de la pauvreté et la protection de l'environnement étaient liées pourrait être battue en brèche. La viabilité à long terme de la croissance économique dans les villes d'Asie du Sud-Est n'était pas garantie, étant donné la concurrence acharnée qui caractérise l'économie mondiale actuelle. La

croissance économique à elle seule ne se traduirait pas nécessairement par une réduction de la pauvreté, sauf si des efforts importants étaient faits pour mettre les pauvres mieux à même de saisir les nouvelles opportunités économiques.

42. La croissance économique et la prospérité du plus grand nombre feraient empirer la situation de l'environnement, à moins qu'elles ne soient dissociées de l'exploitation des ressources naturelles. Les autorités locales, le secteur privé et la société civile en Asie du Sud-Est doivent repenser leurs modes de croissance et de développement en prévision des grands changements climatiques que la sous-région devrait connaître. Par exemple, l'augmentation de l'insécurité alimentaire dans les zones urbaines figurait parmi les conséquences possibles des changements climatiques.

43. Les participants ont aussi examiné les besoins et les possibilités en matière d'agriculture urbaine et de renforcement des liens entre ville et campagne. Plusieurs personnes ont mis en garde contre le fait que les pénuries d'eau, la pollution des eaux et les problèmes liés à un assainissement inapproprié auraient une incidence croissante sur la population urbaine, en particulier les pauvres.

44. Les autorités centrales, à elles seules, ne pouvaient pas résoudre tous les problèmes urbains. Il fallait pouvoir compter sur la coopération de toutes les parties prenantes : secteur privé, administrations locales, communautés locales et société civile. La décentralisation pouvait aider les autorités locales à améliorer la prestation des services et à faire en sorte qu'on réponde plus efficacement aux demandes et besoins locaux. Mais beaucoup d'autorités locales manquaient des ressources financières et humaines nécessaires pour assumer ces nouvelles responsabilités. C'était à ce niveau que les partenariats public-privé et la privatisation pouvaient aider à combler les insuffisances. Toutefois, les autorités locales n'avaient le plus souvent pas la capacité et la volonté de négocier les contrats qui garantissaient aux partenaires privés de réaliser les profits nécessaires tout en servant l'intérêt public.

45. De plus, le développement urbain axé sur le marché était souvent non inclusif et pouvait exclure les pauvres des villes et les autres groupes marginalisés de l'accès à des logements abordables, à une infrastructure de base fiable et à toute participation à la prise de décision. Le groupe de discussion a souligné que le développement urbain ne devait pas seulement tenir compte de l'aspect lucratif, mais devaient aussi s'attacher aux besoins humains et aux idées de la collectivité d'aujourd'hui et de demain, pour que les villes soient écologiquement durables.

46. Les problèmes liés à la décentralisation et à la privatisation ne devaient pas servir de prétexte pour revenir sur ces processus ou pour y renoncer, mais justifiaient plutôt qu'on renforce les autorités locales et la société civile et qu'on donne des moyens d'agir à la population urbaine, en particulier aux plus démunis. Comme la décentralisation était un territoire relativement mal délimité, les autorités locales devaient apprendre les unes des autres afin de faire face aux conséquences de la décentralisation, de la privatisation et de la mondialisation. Il fallait tirer les enseignements des bonnes pratiques et développer le leadership local pour renforcer les capacités des autorités locales, si l'on voulait relever les nouveaux défis urbains en matière de développement économique, de réduction de la pauvreté et de durabilité environnementale.

47. Il fallait que les gouvernements de l'Asie du Sud-Est prennent conscience de ces problèmes et que ceux-ci soient abordés dans le cadre des instances régionales existantes. Le groupe de discussion a convenu que le Groupe de travail de l'ASEAN

sur les villes écologiquement durables constituerait un espace particulièrement adapté pour traiter ces questions, et il a demandé au Président de les porter à l'attention du Groupe de travail de l'ASEAN. De plus, le groupe de discussion a instamment prié les participants de soulever ces questions auprès de leur gouvernement respectif, afin que les responsables politiques soient en mesure de les aborder aux réunions pertinentes tenues au niveau de l'ASEAN.

48. Les autres acteurs de l'urbanisation, tels que le secteur privé, devraient aussi participer aux différents forums et partenariats pour aider à trouver des solutions efficaces et globales. Le groupe de discussion a aussi envisagé d'autres tribunes pour sensibiliser aux problèmes urbains, comme les différentes rencontres organisées par CityNet et d'autres réseaux régionaux. En outre, la coopération et les synergies avec les organismes de développement et les donateurs seraient importantes pour classer les questions par ordre de priorité et pour renforcer la coopération sous-régionale. Enfin, la réunion a souligné que l'ASEAN, CityNet et les autres instances ne devraient pas se contenter de s'exprimer, mais devraient rechercher les moyens de traduire leurs propos dans les faits au niveau sous-régional.

D. Asie du Nord et du Nord-Est

49. Cette séance était présidée par M. Sun Sheng Han, professeur de la Faculté d'architecture, de construction et de planification de l'Université de Melbourne, qui avait établi le document de séance pour la région. Il a commencé par noter que la sous-région se caractérisait par la forte intervention des pouvoirs publics dans le développement urbain. La région était le moteur économique du monde, et la sous-région subissait se caractérisait enregistrait de graves dommages environnementaux. Un aspect essentiel de la sous-région tenait au caractère unique de ses systèmes et méthodes économique-politiques en matière de transformation des économies. Le taux d'urbanisation s'élevait régulièrement, la République de Corée affichant l'urbanisation la plus rapide dans les années 1960 et 1970, alors que la Chine progressait plutôt rapidement depuis une trentaine d'années. Les modèles de migration étaient aussi particuliers dans la mesure où la migration de la plupart des travailleurs migrants en quête de meilleures conditions de vie se faisait entre milieu urbain et milieu rural, entre grandes villes et petites villes et entre grandes villes.

50. On recensait quatre difficultés et insuffisances principales : a) l'absence de politique de décentralisation efficace permettant de faire face à la surconcentration des populations urbaines dans les grands pôles urbains et les régions à forte densité démographique ; b) l'absence de filet de sécurité sociale efficace pour pallier les inégalités accrues résultant de la libéralisation économique ; c) le caractère inadéquat des technologies, des stratégies de planification et des efforts individuels face aux problèmes environnementaux ; d) et l'absence de vision et de mécanismes de soutien favorisant la croissance des aires métropolitaines sous-régionales qui ont vu le jour à la suite de l'intégration régionale des capitaux, des biens et des personnes par-dessus les frontières nationales.

51. Le groupe de discussion a examiné comment relever certains défis: en particulier, aménager le territoire en réaffectant des capitaux et en concevant des villes satellites pour créer de l'espace; mettre en place des infrastructures et fournir des services pour faire face à l'exode rural croissant; faire reconnaître les droits d'acheter et de posséder des terrains privés pour créer de la richesse dans les ex-pays communistes ; et définir le rôle de la société civile dans la construction de villes inclusives et durables.

52. La réunion a porté sur les grandes politiques et stratégies nécessaires pour relever les défis recensés. Il fallait concevoir une politique de l'urbanisation ayant pour objet la répartition hiérarchique et spatiale des villes. Des aménagements institutionnels majeurs étaient nécessaires pour permettre un accès égal aux services et métiers urbains. Il fallait élargir les politiques pour dissocier la croissance économique de la dégradation de l'environnement en s'appuyant sur la notion de développement durable. Enfin, on a estimé que de nouveaux accords institutionnels devaient être mis en place, qui favorisent l'élaboration de projets d'infrastructures transfrontalières et la spécialisation économique avec l'aide des organisations et des mécanismes internationaux.

53. Plusieurs suggestions ont été faites en vue de garantir la bonne mise en œuvre des stratégies. Il fallait prendre en considération les conditions locales dans chaque cas, car aucune solution unique ne peut s'appliquer aux différents pays et problèmes. On a besoin d'une planification stratégique de qualité qui tienne compte de la dynamique locale et extérieure de chaque ville, région et pays. Un partenariat public-privé avec d'autres parties prenantes est nécessaire pour le succès de la planification et de la mise en œuvre des programmes.

54. On a jugé que les organisations et mécanismes internationaux pouvaient être pour les gouvernements des moyens d'améliorer l'avenir des villes dans la sous-région. À titre d'exemple, on peut citer l'organisation de forums d'apprentissage qui fournissent les informations les plus récentes sur les tendances urbaines propres à certains lieux, les projets en préparation et les pratiques de pointe.

55. Il fallait des programmes de formation pour aider à accroître les capacités de vision prospective, de planification stratégique et de gestion. Concernant le partage des connaissances dans la sous-région, une étude de faisabilité était nécessaire concernant l'établissement d'un centre de coordination des recherches et le transfert des connaissances sur le développement urbain dans la sous-région.

56. Un certain nombre de domaines pourraient faire l'objet de coopération et d'initiatives sous-régionales : a) planification stratégique en vue de villes durables, harmonieuses et respectueuses de l'environnement ; b) partenariats public-privé en matière de fourniture d'infrastructures ; c) réformes institutionnelles relatives à la gouvernance municipale ; d) élaboration d'un PIB vert en tant qu'indice de performance pour les villes ; et e) promotion de villes à faible intensité de carbone s'appuyant sur les énergies renouvelables.

E. Le Pacifique

57. La séance a été présidée par Leith Veremaito, directeur de programme, Programme de gouvernance pour la croissance à Vanuatu. Sarah Mecartney a ouvert le débat par la présentation du document de travail, qui recensait un certain nombre de grands problèmes urbains auxquels la région faisait face: la bonne gouvernance, le développement économique, y compris le lien entre milieu urbain et milieu rural, le logement, les services et l'infrastructure, et l'adaptation aux changements climatiques et à leurs conséquences.

58. Le groupe de discussion a convenu que les problèmes urbains de la région exigeaient une planification importante et des politiques à long terme, qui passaient par une consultation et une prise de décision faisant intervenir les communautés et les autorités traditionnelles. Les stratégies de gestion urbaine devaient faire aussi partie des plans de développement nationaux.

59. La nécessité de partager les meilleures pratiques de gestion de la croissance urbaine dans l'ensemble de la région a été soulignée par le groupe de discussion. On a toutefois noté qu'il y avait certaines limites à l'élaboration des programmes, du fait notamment des différents régimes fonciers et des valeurs culturelles associées à la terre dans le Pacifique. On a également fait observer que les possibilités d'une orientation, sinon d'une approche régionale, existaient concernant la croissance rapide des centres urbains de la région. Il s'agissait d'un point essentiel pour beaucoup de pays insulaires du Pacifique étant donné l'importance économique grandissante des centres urbains.

60. Parmi les problèmes recensés par le groupe de discussion, figuraient le nombre limité d'institutions s'occupant spécifiquement de gouvernance urbaine; l'absence de planification tournée vers l'avenir; l'insuffisance des infrastructures et des services ainsi que le caractère inadéquat du financement consacré à l'entretien; le très faible montant des capitaux nationaux alloués à l'investissement dans les villes et le fait que l'on ne reconnaissait pas que la gouvernance et la gestion urbaines exigeaient un large réseau s'appuyant notamment sur les autorités coutumières, qui jouaient un rôle important, en particulier dans le domaine des questions foncières. Globalement, l'absence de modèles de succès dans la région représentait un problème considérable, étant donné la démographie galopante des villes de la région.

61. Le manque d'informations et de données spécifiques sur les problèmes urbains était un grand problème. L'absence d'une agence ou d'un centre de coordination bien défini qui soit en charge des questions urbaines et le manque de coordination entre les pouvoirs publics et la société civile entravaient l'élaboration d'une stratégie de planification urbaine cohérente et efficace. L'absence d'engagement politique en faveur de la planification et du développement urbains dans l'ensemble de la région se faisait aussi cruellement ressentir.

62. Chacun de ces problèmes exigeait une approche très particulière. Dans les pays où l'on avait enregistré quelques succès dans la gestion de la croissance urbaine, à savoir le Samoa et Vanuatu, les méthodes suivies étaient très diverses. Chacune faisait intervenir des institutions distinctes et reflétait des relations différentes avec les propriétaires fonciers périurbains et les autorités coutumières. Aussi aucun enseignement politique commun ne pouvait-il être tiré de leurs expériences. Les deux approches comportaient des enseignements à partager avec d'autres pays.

63. La première réponse à apporter à l'urbanisation croissante de la région exigeait de gérer la croissance des villes dans le cadre des plans de développement nationaux. Cette approche devait être inclusive et faire entendre la diversité des points de vue sur les questions urbaines, en s'attachant surtout à la création de coalitions destinées à favoriser l'adhésion à cette approche et les partenariats qui lient les zones « urbaines » et « rurales » plus efficacement. Cela était indispensable pour parvenir à des villes plus agréables et plus durables dans la sous-région. À cet égard, beaucoup de pays insulaires du Pacifique manquaient toutefois des compétences nécessaires en matière de planification et de gestion urbaines.

64. Les changements climatiques et autres défis environnementaux étaient aussi particulièrement graves dans la sous-région du Pacifique. Il s'agissait certes de problèmes de longue date pour les atolls et micro-États de la région, mais les défis posés par la nécessité de s'adapter aux changements climatiques et d'être résilients aux catastrophes étaient à présent bien plus urgents. Le manque cruel de ressources au sein de la sous-région avait aggravé la situation. Ces menaces environnementales étaient renforcées par la croissance de la population urbaine qui n'avait pas accès aux

services d'eau et d'assainissement. Une intervention était particulièrement urgente pour les populations périurbaines, qui représentaient presque la totalité de la croissance démographique dans certaines villes.

65. Le groupe de discussion a convenu qu'une adhésion claire à une approche sous-régionale des problèmes urbains était essentielle. Parmi les possibilités de faire progresser la question urbaine dans les pays insulaires du Pacifique figuraient le Programme en faveur des villes du Pacifique (2003, 2007)², le Cadre de savoir régional sur les villes du Pacifique soutenu par Cities Alliance-ONU-Habitat (2011), et les efforts déployés actuellement pour renforcer les autorités locales et leurs associations.

IV. Synthèse régionale des questions

66. La séance de clôture comprenait la présentation des résultats des discussions de groupe sous-régionales et les débats suscités par ces résultats, ainsi qu'un débat public dans le cadre de la séance « La parole est à l'assistance ».

67. La séance « La parole est à l'assistance » s'est ouverte par la projection d'une courte vidéo présentée par les bloggeurs du site Web Cityscapes de l'Institut Goethe (blog.goethe.de/cityscapes). La vidéo livrait les impressions des bloggeurs sur les questions examinées dans le cadre du Forum, assorties d'extraits des participants et de scènes d'illustration filmées dans Bangkok. La parole a été donnée aux participants pour leur permettre de faire part de leurs vues et opinions sur le Forum, allant d'impressions générales à certains résultats des séances spéciales en passant par des propositions de mesures de suivi.

68. Les débatteurs et les participants ont fait remarquer que la distinction classique entre zones urbaines et zones rurales s'estompait et qu'il fallait redéfinir le sens du terme « urbain ». Les définitions traditionnelles, qui se fondaient sur les domaines de compétence l'autorité administrative, n'étaient plus d'actualité. Les villes et leur arrière-pays rural devaient être conçus comme un même système continu et dynamique. En réalité, les classifications actuelles sous-estimaient peut-être l'étendue de l'urbanisation dans la mesure où beaucoup de zones périphériques d'une ville étaient en fait urbaines par leur nature, alors qu'elles étaient souvent considérées comme rurales dans les statistiques officielles. De plus, la révolution de l'information et la connectivité accrue se traduisaient par le fait que les habitants des établissements « ruraux » avaient des aspirations « urbaines » et que les habitants des établissements « urbains » dépendaient souvent des systèmes de protection et de soutien traditionnels, « ruraux » et communautaires.

69. Un autre trait commun à ces deux milieux était que la majorité de la population urbaine de chaque sous-région vivait dans des villes secondaires et des petites agglomérations, alors que la plupart des initiatives de politique générale et de recherche concernait les grandes villes. Pour faire du développement urbain inclusif et durable une réalité, des efforts concertés étaient nécessaires pour recueillir des informations sur ces villes secondaires et petites agglomérations.

70. Nombre de participants ont noté que le dialogue actuel sur le développement ne reflétait pas fidèlement les connaissances autochtones immenses et les valeurs spirituelles des cultures asiatiques. Pour l'essentiel, ces valeurs étaient profondément écologiques et étaient appelées à connaître un regain si la région devait prendre

² Voir la résolution 66/7 de la CESAP en date du 19 mai 2010.

réellement ses distances par rapport au modèle actuel de développement axé sur le consommateur pour s'orienter vers un modèle de développement plus durable.

71. Le Forum a estimé que les questions de durabilité environnementale et de pauvreté étaient étroitement liées. En Asie du Sud et du Sud-Est, une majorité de la population urbaine se déplaçait à pied, en bicyclette ou bien utilisait les transports en commun. Cependant, la plupart des investissements dans les transports était consacrés aux autoroutes et aux ponts routiers, qui n'étaient utiles qu'à une minorité. Il fallait plus d'investissements dans les systèmes de transport en commun, en mettant l'accent sur les systèmes de transport public qui étaient financièrement plus accessibles aux pauvres.

72. Les participants ont considéré que l'apparition des nouvelles technologies, en particulier celles qui facilitaient la communication matérielle et virtuelle dans la ville, ainsi qu'entre les villes et leur arrière-pays rural, étaient, en général, une avancée positive car les technologies de ce type augmenteraient la productivité économique et la durabilité environnementale et réduiraient la pauvreté. Toutefois, il arrivait souvent que l'introduction de nouvelles technologies se fasse au profit de ceux qui avaient accès aux capitaux et à l'information et au détriment de ceux qui n'y avaient pas accès. Il fallait des politiques pour faire en sorte que de telles disparités soient réduites au minimum par la mise en place de programmes permettant aux pauvres des villes et autres groupes défavorisés de bénéficier des nouvelles technologies de la communication. Il s'agissait par exemple des transactions économiques réalisées par le biais des téléphones portables, de l'accès à l'information sur les prix du marché des produits de base pour les agriculteurs résidant dans les périphéries urbaines, et de la commercialisation des produits des microentreprises par l'Internet.

73. Une autre approche du développement était essentielle parce que les villes de la région Asie-Pacifique étaient particulièrement vulnérables aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles. Parmi celles-ci, mentionnons les catastrophes de courte durée et intenses, telles que les cyclones, les tremblements de terre et les tsunamis, et les catastrophes à évolution lente comme les sécheresses, la désertification et l'érosion des sols.

74. Les participants ont souligné une autre similitude qui tenait au fait que le tissu social des villes asiatiques se désintégrait à cause de l'exclusion, des inégalités et du développement non durable. Ce phénomène ne concernait pas seulement les villes, mais aussi les zones rurales que les migrants ruraux quittaient pour se rendre en milieu urbain. Dans certains pays, l'exode rural avait eu pour effet la multiplication des ménages dirigés par des femmes seules et des ménages principalement composés de personnes âgées et d'enfants. Cette dislocation sociale engendrait une intolérance accrue, des actes de violence et l'insécurité, en particulier pour les femmes et les enfants.

75. Toutes les sous-régions se caractérisaient dans une certaine mesure par le caractère informel de leur économie. Dans certains pays, le secteur informel était au moins aussi important que le secteur formel. Cette économie informelle accentuait la vitalité et l'individualité exceptionnelles des villes de la région, notamment en Asie du Sud et du Sud-Est, mais elle était aussi source de problèmes. Dans plusieurs villes, des mafias foncières exerçaient un pouvoir considérable quant à l'orientation et la forme que prenait le développement urbain. Cela nuisait directement à la prospérité économique, à la durabilité environnementale, à l'équité et à l'inclusion sociale. Les aspects tant positifs que négatifs du secteur informel devaient être réexaminés. Les liens entre le secteur informel et la gouvernance, y compris le rôle du grand

banditisme et de la corruption, méritaient assurément un examen plus attentif. Le problème de la gestion des terrains urbains revêtait par conséquent une importance toute particulière.

76. Les méthodes de gouvernance et la manière dont les ressources étaient allouées devaient être réévaluées. Il fallait rendre les systèmes de gouvernance plus efficaces et plus inclusifs. Les jeunes de la région constituaient une ressource considérable qui pouvait être mise au service du changement. Exploiter leur énergie et les intégrer au développement et à la gouvernance pouvaient s'avérer décisifs pour que les villes et autres établissements humains de la région soient durables.

V. Soutien régional et sous-régional attendu de la CESAP et de ses partenaires

77. Le Forum a insisté sur le fait que la région manquait de « mémoire institutionnelle ». Si de nombreuses questions et stratégies ont été abordées dans le cadre de différentes instances, il n'existait aucun réservoir central de connaissances sur le développement urbain inclusif et durable où les pratiques et les politiques étaient systématiquement analysées. Même lorsqu'on disposait d'informations pertinentes, elles étaient souvent éparpillées et difficiles à trouver. Il a été demandé à la CESAP, à ONU-Habitat et aux autres organisations de travailler ensemble à la création d'un réservoir de connaissances régional sur les questions urbaines. Une telle plateforme de connaissances régionale devait prendre en compte les sites d'information existants, comme l'Observatoire urbain mondial d'ONU-Habitat.

78. Vu de l'importance de la recherche sur les questions urbaines, les participants ont estimé que la CESAP et les autres organisations devaient aider à définir et à appuyer un solide programme de recherche, qui devait être lié à l'établissement du deuxième rapport sur l'état des villes d'Asie (State of Asian cities).

79. La plupart des participants ont trouvé très utiles les discussions de groupe régionales et sous-régionales, ainsi que la Foire aux idées et pratiques. Le Forum a proposé que ces discussions se poursuivent en ligne par le biais des blogs et des groupes de discussion, dans l'esprit de ce qu'avaient lancé les bloggeurs urbains de l'Institut Goethe durant le Forum. La CESAP a été priée de mettre en place un forum en ligne comme suite au Forum Asie-Pacifique de l'urbanisation.

80. Les participants ont également proposé que la CESAP et ses partenaires travaillent avec les organisations régionales pertinentes pour organiser des forums sous-régionaux de l'urbanisation. Plusieurs pays ont aussi recommandé que des forums de l'urbanisation soient organisés au niveau national. Le Forum a estimé qu'il fallait établir un lien entre les forums régionaux et sous-régionaux et les dialogues ou conférences ministériels. Il a demandé à la CESAP et à ses partenaires d'organiser une conférence ministérielle liée aux forums de l'urbanisation régionaux et sous-régionaux.

81. Le Forum a aussi demandé à la CESAP et à ses partenaires d'organiser des concertations multipartites aux niveaux régional et sous-régional sur certains thèmes urbains, tels que la gestion des terrains urbains, les finances urbaines, les transports urbains, la gouvernance urbaine, la réhabilitation des taudis et le logement social, la culture urbaine et le tissu social. Les participants ont également souhaité que la CESAP et les autres organisations collaborent avec les réseaux de collectivités

locales et autres acteurs pour développer les possibilités de formation et de renforcement des capacités offertes à ces collectivités et à leurs partenaires.

82. Plusieurs participants ont demandé instamment la mise en place d'un mécanisme alternatif de financement régional pour renforcer le financement local, et l'établissement de liens entre le secteur financier formel et le financement communautaire. Ils ont suggéré que la CESAP, ONU-Habitat et le Réseau asiatique pour le droit au logement travaillent ensemble sur la question.

83. Les participants ont estimé que le Forum avait atteint ses objectifs qui consistaient à étudier les nouvelles questions importantes et à mettre en commun les expériences de chacun. Ils ont particulièrement apprécié l'occasion d'établir des réseaux pour examiner les questions urbaines urgentes. En particulier, les responsables locaux se sont félicités de l'occasion exceptionnelle qui leur était donnée d'avoir des échanges avec d'autres parties prenantes, notamment des ministres, des maires, des hauts fonctionnaires et des universitaires, dans la mesure où ils y ont vu la reconnaissance de l'importance des organisations communautaires en tant qu'acteurs du changement. Ainsi, le Dialogue ministériel sur la réhabilitation urbaine des taudis a été particulièrement utile. Le Forum a proposé de se réunir régulièrement.

84. On a aussi mis l'accent sur les échanges de vues francs et ouverts avec le secteur privé car beaucoup ont considéré que le secteur privé était souvent absent de ce genre de réunions. Le Forum a recommandé que la CESAP veille à ce que le secteur privé s'implique davantage dans les forums de l'urbanisation régionaux et sous-régionaux et les concertations à venir.

VI. Questions à examiner

85. Le Comité souhaitera peut-être examiner les conclusions et les recommandations du cinquième Forum Asie-Pacifique de l'urbanisation quant aux actions et activités régionales et sous-régionales à mener. Le Comité voudra aussi peut-être donner des orientations au secrétariat sur la mise en œuvre des demandes formulées par le Forum concernant les activités de suivi destinées à promouvoir le développement urbain durable dans la région.
